

[English below]

Rassemblement contre le projet de loi 21 - Tous unis pour un Québec inclusif

Pour diffusion immédiate

(Montréal - 13 avril 2019) Le dimanche 14 avril, à partir de 14h, plusieurs organisations religieuses et de la société civile du Québec organisent un grand rassemblement à la place Émilie-Gamelin, au 1500, rue Berri. Des politiciens des différents niveaux de gouvernement ont également confirmé leur présence.

Vous trouverez ci-dessous les déclarations d'un certain nombre d'organisations signataires:

« Nous adhérons à la vision du Québec en tant qu'État laïc pluraliste, ne privilégiant aucune religion en particulier, tout en créant un espace dans lequel les Québécois, quelle que soit leur tradition religieuse, peuvent participer pleinement à la vie publique et contribuer au bien commun et nous pensons que le dialogue peut contribuer à changer les mentalités, à défier les stéréotypes et à créer des ponts », ont déclaré la révérende Mary Irwin-Gibson, évêque anglicane de Montréal, et le révérend Bruce Myers, évêque anglican de Québec.

« Nous nous unissons à nos concitoyens québécois, croyants et non-croyants, contre le projet de loi 21. En tant que Juifs, nous croyons fermement en une société laïque et en un gouvernement neutre sur le plan religieux. Cependant, nous ne pensons pas que cela nécessite la restriction des libertés religieuses individuelles, ce qui nous tient également à cœur », a déclaré la rabbin Lisa Grushcow, coprésidente du Conseil des rabbins de Montréal (MBR).

«Le projet de loi 21 a non seulement un impact sur les 15 000 Sikhs du Québec, mais limite également l'expression des droits de la personne de chaque religion des Québécois. Le projet de loi introduit une politique de division qui finit par dresser les Québécois les uns contre les autres. Les gens devraient être valorisés pour leurs compétences et leurs mérites, plutôt que pour la façon dont ils choisissent de s'habiller », a déclaré Amrit Kaur de l'Organisation mondiale des sociétés sikhs au Canada (WSO-Canada).

« En tant qu'enseignant dans une école secondaire multiculturelle à Montréal, mon rôle est d'aider les élèves à travailler dur pour réaliser leurs rêves et devenir des membres productifs de la société québécoise. Le projet de loi 21 envoie le message opposé. Cela dit non seulement aux étudiants musulmans, juifs et sikhs qu'ils ne devraient pas rêver de devenir ce qu'ils veulent, mais cela leur envoie également un message très clair qu'ils n'appartiennent pas », a déclaré Robert Green, un enseignant de Westmount High, et porte-parole de regroupement le Droit d'enseigner au Québec pour toutes et tous.

« Le projet de loi 21 sera profondément préjudiciable aux femmes qui portent le hijab. Il marginalise les femmes et limite leurs droits au travail », a déclaré Samaa Elibyari, membre du conseil d'administration du Conseil Canadien des femmes musulmanes, chapitre Montréal (CCFM-Montréal).

« En soumettant un projet de loi sur les symboles religieux, le gouvernement de la CAQ ouvre une légitimation de la discrimination à l'encontre des Québécois, ciblant plus particulièrement les femmes, et créant des citoyens de second ordre », a déclaré le président du Forum musulman canadien (FMC) Samer Majzoub.

« En tant que société, nous devrions promouvoir la tolérance et protéger les droits et libertés des personnes, tels que garantis par la Charte québécoise. À l'instar des autres religions et valeurs humanistes, l'islam encourage la tolérance et la création d'une société inclusive », a déclaré l'Imam Musabbir Alam, cofondateur de l'Alliance Canadienne Musulmane (AMC).

« En tant que citoyenne engagée dans le dialogue social, je m'oppose fermement au projet de loi 21 qui, au lieu d'unir les Québécois, nous divisera », a déclaré la blogueuse Warda Naili.

« Justice Femme s'oppose à la présentation du projet de loi 21. Le projet de loi crée un précédent dangereux qui contribue à nuire au tissu social et favorise l'exclusion », a déclaré Hanaid Saad, présidente de Justice Femme.

« Le projet de loi 21 est non seulement dangereux, car il cible certains groupes confessionnels, mais il crée également un précédent de discrimination et de non-respect des droits fondamentaux de la personne au Québec », a déclaré Mohamed S. Kamel du Mouvement des droits des citoyens (MDC).

Les groupes qui soutiennent le rassemblement comprennent:

Alliance Musulmane Canadienne (AMC)  
Association Canadienne des Avocats Musulmans, section du Québec (CMLA-Québec)  
Association des juristes progressistes (AJP)  
Association musulmane du Canada (AMC)  
Conseil Canadien des femmes musulmanes, chapitre Montréal (CCFM-Montréal)  
Conseil des rabbins de Montréal (CRM)  
Conseil National des Musulmans Canadiens (CNMC)  
Diocèse anglican de Montréal  
Le Droit d'enseigner au Québec pour toutes et tous  
Église St-James de Montréal  
Forum Musulman Canadien (FMC-CMF)  
L'Organisation mondiale sikhe au Canada (WSO)  
Justice Femme  
Mission de la ville de Montréal  
Mouvement des droits des citoyens (MDC)

Un autre rassemblement aura lieu plus tôt dans la journée à 11 h 30 à 13 heures au 5801 boul. Cavendish, Côte Saint-Luc, Québec, H4W 3C3. Les organisateurs du rassemblement de 14 heures encouragent les Québécois conscients à participer aux deux rassemblements, si possible.

Pour plus d'informations: 514-746-2526 ou [info@cma-amc.ca](mailto:info@cma-amc.ca).

- 30 -

## Rally Against Bill 21 – United for an Inclusive Quebec

For Immediate Release

(Montreal – April 13, 2019) On Sunday, April 14, starting at 2pm, several Quebec faith and civil society organizations are holding a large rally at Place Émilie-Gamelin, 1500, rue Berri, H2L 2C4. Politicians from the different levels of government have also confirmed their presence.

Below are statements from representatives of some of the endorsing organizations:

"We embrace the vision of a secular and pluralistic Quebec, privileging no particular religion, yet creating space in which Quebecers of any, or no, religious tradition can fully participate in public life and contribute to the common good, including as public servants. We believe that dialogue can help change attitudes, challenge stereotypes and build bridges," said Rt. the Rev. Mary Irwin-Gibson, Anglican Bishop of Montreal and the Rt. Rev. Bruce Myers, Anglican Bishop of Quebec.

"We stand united with our fellow Quebecers, believers and non-believers, against Bill 21. As Jews, we believe strongly in secular society and a religiously neutral government. However, we do not believe this requires the restriction of individual religious freedoms, which we also hold dear," said Rabbi Lisa Grushcow, Co-President, Montreal Board of Rabbis (MBR).

"Bill 21 not only impacts the 15,000 Quebec Sikhs, but also curtails every Quebecer's human rights of religions expression. The bill brings divisive politics that ultimately pits Quebecers against each other. People should be valued for their skills and merits, rather than how they choose to dress," said Amrit Kaur of the World Sikh Organization of Canada (WSO-Canada).

"As a teacher in a multicultural Montreal High School, my role to help students to work hard to fulfill their dreams and be productive members of Quebec society. Bill 21 sends the opposite message. It not only tells Muslim, Jewish and Sikh students that they should not dream of becoming anything they want, it also sends them a very clear message they don't belong," said Robert Green, a Westmount High teacher and spokesperson for le Droit d'enseigner au Québec pour toutes et tous.

"Women who wear the hijab will be deeply victimized by Bill 21. It marginalizes women and limits their rights to employment," said Samaa Elibyari, a board member of the Montreal Chapter of the Canadian Council of Muslim Women (CCMW).

“By submitting a bill on religious symbols, the CAQ’s government is opening legitimizing discrimination against Quebecers, targeting women in particular, and creating second class,” said Canadian Muslim Forum (CMF) President Samer Majzoub.

“As a society, we should be promoting tolerance and protecting the rights and freedoms of people, as historically guaranteed in the Quebec Charter. Like other faiths and humanistic values, Islam promotes tolerance and the creation of an inclusive society,” said Imam Musabbir Alam, Co-Founder of the Canadian Muslim Alliance (CMA).

“As a citizen involved in social dialogue, I strongly oppose Bill 21, which, instead of uniting Quebecers, will divide us,” said blogger Warda Naili.

“Justice Femme opposes the introduction of Bill 21. The Bill creates a dangerous precedent, which contributes to harming the social fabric and promotes exclusion,” said Hanaid Saad, Justice Femme President.

“Bill 21 is not only dangerous because it targets certain faith groups, but it also sets a precedent of discrimination and disrespect of basic human rights in Quebec.” said Mohamed S. Kamel of the Citizen Rights Movement.

Groups endorsing the rally include:

Anglican Diocese of Montreal  
Association des juristes progressistes (AJP)  
Canadian Council of Muslim Women, Montreal Chapter (CCMW-Montreal)  
Canadian Muslim Forum (CMF)  
Canadian Muslim Alliance (CMA)  
Canadian Muslim Lawyers Association, Quebec Section (CMLA-Quebec)  
Citizen Rights Movement (CRM)  
Le Droit d'enseigner au Québec pour toutes et tous  
Justice Femme  
Montreal Board of Rabbis (MBR)  
Montreal City Mission  
Muslim Association of Canada (MAC)  
National Council of Canadian Muslims (NCCM)  
St. James Church of Montreal  
World Sikh Organization of Canada (WSO-Canada)

Another rally is being held earlier in the day at 11:30am to 1pm at 5801 boul. Cavendish, Cote Saint-Luc, Quebec, H4W 3C3. Organizers of the 2pm rally encourage Quebecers of conscious to attend both rallies, if possible.

For information contact 514-746-2526 or [info@cma-amc.ca](mailto:info@cma-amc.ca).

